



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/2
22 octobre 2009

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Cinquante-neuvième réunion
Port Ghalib, Égypte, 10 - 14 novembre 2009

ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Avis concernant les décisions de la 58^e réunion du Comité exécutif

1. Le rapport de la 58^e réunion (UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/53), contenant les décisions du Comité exécutif, a été transmis à tous les membres du Comité exécutif, aux autres participants à la 58^e réunion et aux Parties au Protocole de Montréal. De plus, les décisions relatives aux approbations de projet et aux retards dans la mise en oeuvre et dans la proposition de tranches annuelles ont été communiquées à 74 pays visés à l'article 5 ainsi qu'aux agences bilatérales et aux agences d'exécution concernées. Un document préparé après la réunion, résumant les décisions prises à la 58^e réunion, a été envoyé par courrier électronique à tous les participants à la réunion, au Secrétariat de l'ozone et au programme OzonAction du PNUE pour transmission aux Parties au Protocole de Montréal et aux réseaux régionaux, respectivement, et publié sur le site Web et l'intranet du Fonds multilatéral. Un communiqué de presse sur l'approbation du programme de pays et du plan national d'élimination pour l'Irak a été publié sur les sites Web du Fonds multilatéral et du PNUE.

2. Conformément à la décision 58/9g), le 18 août 2009, le président du Comité exécutif a écrit au gouvernement de Vanuatu pour le prier instamment de mettre au point les mesures législatives requises afin de permettre la formation d'agents de douanes en vue de faciliter la conformité au Protocole de Montréal pour ce qui est de la Stratégie des pays insulaires du Pacifique à Vanuatu.

Décisions exigeant la prise de certaines mesures par le Secrétariat et/ou les agences d'exécution

3. Le Secrétariat a envoyé des instructions au Trésorier pour le virement des fonds, correspondant aux allocations nettes approuvées à la 58^e réunion, aux quatre agences d'exécution peu après la finalisation du rapport de la 58^e réunion du Comité exécutif et pour la déduction des approbations de projets bilatéraux des contributions des pays concernés.

4. Le Secrétariat a finalisé le rapport du Comité exécutif à la vingt et unième Réunion des Parties (UNEP/OzL.Pro.21/6) à partir du projet présenté à la 58^e réunion du Comité exécutif et en tenant compte des délibérations tenues et des décisions prises à cette réunion. Conformément à la décision 58/37b), un compte rendu détaillé des délibérations du Comité exécutif sur la création d'un mécanisme pour garantir des revenus supplémentaires, des prêts et autres sources fut inclus dans le rapport avec un renvoi au document sur le sujet, examiné par le Comité exécutif à sa 58^e réunion (UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/49)

5. Pour donner suite à la demande du président, un document de travail reflétant les délibérations du groupe de contact sur les questions de politiques en instance concernant les HCFC a été affiché sur le site intranet du Comité exécutif. Le groupe de contact doit se réunir de nouveau le 9 novembre 2009, à la veille de la 59^e réunion du Comité exécutif.

Examen des tâches préparatoires à la 59^e réunion

6. Le Secrétariat a entrepris les tâches suivantes en préparation à la 59^e réunion.

État des ressources et planification

Soldes et disponibilité des ressources

7. Le Secrétariat a préparé un document d'information sur les soldes et la disponibilité des ressources qui comprend un examen des soldes engagés de projets achevés détenus par les agences, ainsi que les coûts d'appui associés aux fonds qui restent de ces projets achevés. Il comprend aussi le calcul de l'ensemble des ressources à la disposition du Comité exécutif pour des approbations à la 59^e réunion. Ces ressources se composent d'argent comptant et de billets à ordre, consignés dans l'état des contributions,

plus les montants retournés, en tant que soldes provenant de projets achevés. Un total de 1 517 967 \$US, incluant les coûts d'appui des agences, doit être retourné à titre de solde et c'est ainsi qu'en date du 4 octobre 2009, le Comité exécutif disposait de 58 585 087 \$US pour les approbations de la 59^e réunion.

Plans d'activités de 2009 et retards dans la présentation des tranches annuelles

8. Le Secrétariat a examiné l'état de la mise en œuvre des plans d'activités de 2009 en tenant compte des propositions soumises à la 59^e réunion, des allocations dans les plans d'activités de 2009 et des décisions prises à la 57^e réunion. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/5 indique dans quelle mesure les activités proposées à la 59^e réunion dépassent le budget du plan d'activités de 2009 et souligne les activités jugées essentielles pour la conformité qui n'ont pas été proposées en 2009 mais qui sont incluses dans le plan d'activités de 2009. Le Secrétariat a préparé aussi un document d'information sur les retards dans la proposition des tranches annuelles, incluant celles qui sont attendues depuis plus d'une réunion. Un addendum au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/5 sera émis pour examiner dans quelle mesure les engagements à terme soumis pour approbation à la 59^e réunion correspondent aux sommes qui leur ont été associées dans les plans d'activités de 2009-2011.

État de la mise en œuvre des projets en retard et perspectives des pays visés à l'article 5 à se conformer aux prochaines mesures de réglementation du Protocole de Montréal

9. Le Secrétariat a préparé une mise à jour sur l'état de conformité des pays visés à l'article 5 aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal à partir des données de 2008 requises aux termes de l'article 7 (données A7) ou des données des programmes de pays de 2008. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/6 contient une analyse des données A7 et des données des programmes de pays. Une nouvelle section sur les HCFC présente une analyse des plus récentes données sur la consommation de HCFC et précise si le pays a reçu du financement pour la préparation d'un plan d'élimination des HCFC (PGEH). Le document fournit aussi des renseignements sur les questions de conformité soumises au Comité d'application, les données des programmes de pays, les projets souffrant de retards dans la mise en œuvre et les rapports périodiques attendus depuis un certain temps.

10. La Partie VI du document contient un rapport sur le système en ligne pour la communication des données des programmes de pays, lancé en avril 2007, et sur les profils de pays disponibles sur le Web; il examine l'utilisation récente de ces systèmes dans la perspective de leur utilisation et perfectionnement futurs.

Modèle actualisé du plan d'élimination triennal à horizon mobile : 2010-2012 (décision 56/5)

11. En guise de suivi à la décision 56/5, le Secrétariat a préparé un modèle actualisé du plan d'élimination triennal à horizon mobile de 2010-2012 pour guider la préparation du plan d'activités du Fonds multilatéral pour les années 2010-2012 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/7). Le modèle révèle qu'il reste à éliminer 61,7 tonnes PAO de CFC, 13,2 tonnes PAO de halons et 0,1 tonne de tétrachlorure de carbone pour permettre aux pays visés à l'article 5 de respecter les objectifs d'élimination de 2010 du Protocole de Montréal. Le document indique aussi les volumes de SAO à éliminer qui, à l'exclusion des HCFC, seront financés d'ici la fin de 2009 et durant la période 2010-2012 et présente une valeur de référence pour les HCFC, évaluée à 33 700 tonnes PAO d'après les données A7 et les prévisions correspondantes pour la consommation de HCFC.

Mise en œuvre des programmes

Surveillance et évaluation

12. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/8 présente un rapport global d'achèvement des projets qui analyse l'ensemble des résultats contenus dans 85 rapports d'achèvement de projets (RAP) dont 14 sur des projets d'investissement et 71 sur des projets ne portant pas sur des investissements, remis par les agences bilatérales et les agences d'exécution depuis la 56^e réunion en novembre 2008. On attend encore 29 RAP pour des projets d'investissement et 112 pour des projets ne portant pas sur des investissements. Aucun RAP n'a été exigé sur les accords pluriannuels car il n'existe aucun modèle en place pour de tels rapports. Les leçons tirées des RAP sont résumées dans une annexe au document.

Examen des projets approuvés comportant des exigences particulières pour la remise des rapports

13. Le Secrétariat a examiné les rapports périodiques sur la mise en œuvre des projets, proposés par les agences d'exécution au nom des gouvernements de la Chine (3 projets), de la Colombie, de l'Inde, de la Jamahiriya arabe libyenne, de la Roumanie, de la République bolivarienne du Venezuela et du Yémen, par rapport aux propositions originales, aux données sur les SAO communiquées par les gouvernements concernés en vertu de l'article 7 du Protocole de Montréal et aux décisions pertinentes du Comité exécutif et de la Réunion des Parties. L'examen et les observations du Secrétariat sont présentés dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/10. Pour donner suite à la décision 58/7, le Secrétariat a aussi fait rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de 8 projets de démonstration sur les refroidisseurs, approuvés aux 47^e et 48^e réunions du Comité exécutif.

Examen des projets

14. Le Secrétariat a reçu 146 demandes de financement, incluant de nouveaux accords pluriannuels, des tranches d'accords pluriannuels approuvés ainsi que divers projets et activités, pour un montant total de 62 752 086 \$US, incluant les coûts d'appui d'agence, le cas échéant. A l'issue du processus d'examen des projets par le Secrétariat, 83 projets et activités totalisant 20 939 539 \$US ont été recommandés pour approbation globale; 42 projets et activités d'une valeur de 34 864 993 \$US ont été acheminés au Comité exécutif pour examen; 21 projets et activités d'une valeur de 1 207 689 \$US ont été retirés par les agences concernées. Le Secrétariat a préparé un aperçu des questions soulevées pendant l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/11) qui comprend les grandes lignes et les statistiques des propositions reçues des agences d'exécution et des agences bilatérales, de même qu'un certain nombre de questions d'orientation présentées au paragraphe 15.

Questions d'orientation contenues dans l'aperçu

15. Durant l'examen des projets, le Secrétariat a identifié dix questions d'orientation soumises pour examen au Comité exécutif. Elles incluent la présentation de 13 demandes de préparation de projet pour des projets d'élimination des SAO, plusieurs questions concernant les activités d'élimination des HCFC, y compris le financement du renforcement des institutions dans le cadre d'un PGEH, l'admissibilité des coûts associés à l'impact de la conversion sur le climat et un projet d'accord pour les PGEH.

Budget du Programme d'aide à la conformité (PAC) de 2010

16. Le Secrétariat du Fonds a examiné le budget de 9 628 200 \$US proposé pour le PAC en 2010, incluant 8% pour les coûts d'appui de l'agence, qui dépasse de 4,9% le budget approuvé pour 2009. L'augmentation requise vise à couvrir les coûts d'opération du réseau de l'Asie du Sud-Est (SEA)

puisque l'agence de coopération et de développement international de la Suède (Sida) a informé le PNUE qu'elle cesserait de financer ce réseau à la fin de 2009.

Dépenses de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale pour l'année 2010

17. Le Secrétariat a préparé le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/18 qui présente un examen des données du budget des dépenses de base et autres coûts administratifs du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale pour 2008-2010. Cette analyse évalue aussi dans quelle mesure les ressources disponibles pour les coûts administratifs en 2010 pourront couvrir les dépenses proposées pour 2010.

Sous-groupe sur le secteur de la production

18. Le Secrétariat a préparé l'ordre du jour provisoire de la rencontre du Sous-groupe sur le secteur de la production qui se tiendra en marge de la 59^e réunion. Pour donner suite à la décision 57/35, il a mené une analyse de la faisabilité technique d'une réorientation de la production de HCFC-22 pour des utilisations réglementées vers des utilisations comme matière première, pour examen à la 59^e réunion. Les deux documents concernant le Sous-groupe sont disponibles sur l'intranet du Comité exécutif.

Établissement des priorités des technologies d'élimination des HCFC afin de minimiser les autres conséquences pour l'environnement (décision 57/33 et paragraphe 147 du rapport de la 58^e réunion du Comité exécutif)

19. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/51 présente au Comité exécutif une analyse complète des outils servant à établir un indicateur de l'impact sur l'environnement des projets financés par le Fonds multilatéral.

Analyse des nouvelles méthodes pour les deuxièmes reconversions, la détermination de la date limite d'installation et autres questions d'orientation en instance concernant les HCFC et financement du renforcement des institutions après 2010

20. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/52 "Analyse des nouvelles approches relatives aux deuxièmes reconversions, à la détermination de la date limite d'installation et d'autres questions de politique en instance sur les HCFC" et les documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/53 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/48 sur le renforcement des institutions : options de financement après 2010, seront discutés par le groupe de contact sur les HCFC qui se réunira la veille de la 59^e réunion du Comité exécutif.

Document de conception complémentaire sur un instrument de financement spécial pour des revenus supplémentaires provenant de prêts et autres sources (décision 58/37)

21. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/54 continue à développer le concept d'un mécanisme de financement spécial, présenté dans des documents antérieurs soumis aux 57^e et 58^e réunions. Pour donner suite à la décision 58/37, il examine les questions soulevées à la 58^e réunion, y compris la définition du mécanisme, l'admissibilité, une discussion sur la valeur ajoutée du mécanisme par rapport à l'utilisation de la structure existante du Fonds, les ressources de ce mécanisme et comment le Trésorier pourrait gérer des droits d'émission pour obtenir des avantages en matière de changement climatique en vue de rendre opérationnelle cette composante du mécanisme. Il aborde aussi les questions légales et les personnalités juridiques, les propositions de cofinancement et de mobilisation des ressources ainsi que la charge supplémentaire de travail que le mécanisme pourrait représenter pour le Secrétariat du Fonds.

Comptes du Fonds multilatéral

22. Le Secrétariat a examiné le document sur les comptes finaux du Fonds multilatéral pour 2008, préparé par le Trésorier (UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/55) et mis en lumière les changements apportés depuis la présentation des comptes provisoires à la 58^e réunion. Le rapprochement des comptes du Fonds multilatéral est présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/56.

Budgets révisés du Secrétariat du Fonds pour 2010 et 2011 et budget proposé pour 2012

23. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/58 contient une révision du budget de 2010 dont le volet «Personnel» a été approuvé par la décision 54/44 ainsi que dans le budget de 2011, tel qu'approuvé par la décision 56/68, et établit le budget de 2012 pour couvrir les coûts de personnel en 2012. Pour donner suite à la décision 58/43c), le Secrétariat a apporté les modifications nécessaires à son budget de 2009 afin de couvrir les coûts supplémentaires des déplacements du personnel et de la 59^e réunion du Comité exécutif à Port Ghalib.

Documents d'orientation et autres documents préparés par le Secrétariat du Fonds

24. Parmi les documents présentés pour examen à la 59^e réunion, le Secrétariat du Fonds a préparé les documents suivants :

- Ordre du jour provisoire et ordre du jour annoté;
- Activités du Secrétariat;
- État des contributions et décaissements (en collaboration avec le Trésorier);
- Rapport sur les soldes et disponibilité des ressources;
- Plans d'activités 2009 et retards dans la proposition des tranches annuelles;
- État de la mise en oeuvre des projets en retard et perspectives des pays visés à l'article 5 à se conformer aux prochaines mesures de réglementation du Protocole de Montréal;
- Modèle actualisé du plan d'élimination triennal à horizon mobile : 2010-2012 (suivi de la décision 53/5d));
- Rapport global d'achèvement de projet pour 2009;
- Rapport sur le développement de rapports d'achèvement pour les accords pluriannuels;
- Rapport sur la mise en oeuvre des projets approuvés comportant des exigences particulières pour la remise des rapports;
- Aperçu des questions soulevées pendant l'examen des projets;
- Coopération bilatérale;
- Observations et recommandations sur les amendements aux programmes de travail 2009 du PNUD, du PNUE, de l'ONUDI et de la Banque mondiale (4 documents);
- Dépenses de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale pour l'année 2009;
- Observations sur le budget du Programme d'aide à la conformité (PAC) de 2010;
- Fiches d'évaluation de projets, observations et recommandations sur les projets et les activités proposés à la 59^e réunion (30 documents);
- Observations sur le programme de pays de la Somalie;
- Établissement des priorités des technologies d'élimination des HCFC afin de minimiser les autres conséquences pour l'environnement (décision 57/33 et paragraphe 147 du rapport de la 58^e réunion du Comité exécutif);
- Analyse des nouvelles méthodes pour les deuxièmes reconversions, la détermination de la date limite d'installation et autres questions d'orientation en instance concernant les HCFC;

- Document de conception complémentaire sur un instrument de financement spécial pour des revenus supplémentaires provenant de prêts et autres sources (décision 58/37)
- Rapprochement des comptes (décisions 57/38 et 58/39);
- Observations sur les propositions du Trésorier concernant l'entente avec le PNUE agissant en qualité de trésorier du Secrétariat du Fonds multilatéral, et le Comité exécutif; et
- Budgets révisés du Secrétariat du Fonds pour 2010 et 2011 et budget proposé pour 2012.

Coopération avec les Accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et d'autres organismes

25. Le Secrétariat du Fonds a reçu une invitation aux deux premières réunions du Comité consultatif sur les options de financement des produits chimiques et des déchets qui se sont tenues du 24 au 25 juillet 2009 à Nairobi et du 25 au 26 octobre 2009 à Bangkok, Thaïlande. Ces réunions auxquelles le Secrétariat n'a pas assisté, faisaient partie d'un processus de consultation mené par le directeur exécutif (DE) du PNUE pour identifier de nouvelles ressources additionnelles et les moyens d'y accéder pour une saine gestion des produits chimiques et des déchets.

Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM)

26. Suite aux conclusions de la deuxième session de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques (ICCM2) en mai 2009, telles que contenues dans le rapport à la deuxième session¹, le DE a écrit au président du Comité exécutif au sujet de la mise en œuvre de la SAICM. La lettre du DE, reçue le 13 octobre 2009, attire l'attention du président sur sa lettre précédente du 6 juin 2006 et notamment sur l'examen par la ICCM2 du financement à long terme de la SAICM et demande au président de *"se concentrer sur ce que le Secrétariat du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal peut et devrait faire pour garantir des progrès vers la réalisation des objectifs de l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques à partir de ces conclusions."*

27. Le Comité exécutif a déjà abordé la question soulevée dans la lettre du 6 juin 2006 et l'a examinée avec d'autres questions connexes lors de plusieurs réunions entre 2006 et 2009. Les extraits pertinents des délibérations de ces réunions sont joints à l'annexe I. L'annexe II contient des copies de la correspondance pertinente du DE, du président du Comité exécutif, du Secrétariat de l'ozone, de la SAICM et du Chef du Secrétariat. L'annexe III contient le document SAICM/ICCM.2/INF/26 qui comprend la lettre et le rapport préparé par le Secrétariat du Fonds pour la deuxième session de ICCM2. Le Secrétariat attend les instructions du Comité sur la manière de procéder.

Contribution de la Fédération de Russie au Fonds multilatéral

28. Le Chef du Secrétariat a reçu une lettre du ministre adjoint du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement de la Fédération de Russie, datée du 14 avril 2009, en réponse à sa lettre du 12 janvier 2009 concernant le versement de la contribution de la Fédération de Russie au Fonds multilatéral. A ce sujet, le Chef du Secrétariat avait eu des consultations informelles avec les représentants du gouvernement de la Fédération de Russie et le Secrétariat de l'ozone en marge de la 29^e réunion du groupe de travail à composition non limitée en juillet 2009. La lettre, mise à la disposition du Comité exécutif dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/Inf.3, indique que "l'annulation, sous quelque forme que ce soit, des arrérages accumulés dans les contributions au Fonds multilatéral pourrait avoir un effet considérable sur l'adoption d'une décision positive par le ministère des Finances de la Russie au sujet du versement des contributions courantes de la Fédération de Russie au Fonds multilatéral

¹ Le "Rapport de la deuxième session de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques (ICCM2)" (disponible sur le site www.saicm.org)

du Protocole de Montréal". Ce sujet sera examiné au point 15 de l'ordre du jour sous "Questions diverses".

Participation aux réunions et missions entreprises

Missions de le Chef du Secrétariat

Paris, France (2 au 3 septembre 2009)

29. Le Chef du Secrétariat ainsi que le Secrétaire exécutif du Secrétariat de l'ozone ont participé à la réunion du Groupe consultatif du Programme d'aide à la conformité. Le Groupe consultatif a conseillé le personnel du Programme d'aide à la conformité (PAC) sur un certain nombre d'enjeux, incluant les activités du PAC reliées à l'objectif d'élimination des CFC de 2010, les PGEH et les avantages connexes pour le climat, le Protocole de Montréal et les liens avec le climat, notamment en ce qui concerne les hydrofluorocarbones (HFC).

Bangladesh (22 au 23 octobre 2009)

30. Le Chef du Secrétariat a participé à une mission de haut niveau au Bangladesh en compagnie du président du Comité exécutif, du chef des affaires juridiques et de la conformité du Secrétariat de l'ozone, du président du Comité d'application, du chef du programme Ozonation du PNUE ainsi que de représentants du PNUD. Cette mission avait pour but d'aider le Bangladesh à résoudre ses problèmes de conformité au Protocole de Montréal notamment dans le cadre des discussions entreprises à la 42^e réunion du Comité d'application, la 29^e réunion du Groupe de travail à composition non limitée et à la 57^e réunion du Comité exécutif au sujet de la non-conformité du Bangladesh pour ce qui est de sa consommation de CFC en raison des défis associés aux inhalateurs à doseur à base de CFC.

Missions entreprises par d'autres membres du personnel du Secrétariat

Abuja, Nigeria (14 au 21 août 2009)

31. Un administrateur principal de programme a assisté à une réunion conjointe du réseau des administrateurs de l'ozone de l'Afrique anglophone et francophone durant laquelle il a présenté les principales décisions des 57^e et 58^e réunions du Comité exécutif et les principaux enjeux à examiner lors de la préparation des PGEH.

Aman, Jordanie (30 octobre au 2 novembre 2009)

32. Un administrateur principal de programme a mené une mission exploratoire en Jordanie pour étudier les activités associées au projet de démonstration pour la conversion des HCFC à une technologie sans HCFC dans la fabrication de mini-unités séparées à Petra Engineering.

Réunions de réseaux régionaux

33. Le Secrétariat a préparé un exposé pour la réunion conjointe des réseaux de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique (SEAP) qui s'est tenue à Chiang Mai en Thaïlande du 8 au 10 octobre 2009. L'exposé, présenté par un membre du Comité exécutif, portait sur les décisions importantes de la 58^e réunion concernant les pays des réseaux de l'Asie du Sud et du SEAP.

34. Le personnel du Secrétariat n'a pu participer qu'à trois des dix réunions de réseaux en 2009 car sept réunions se sont tenues à des dates auxquelles le personnel du Secrétariat était impliqué intensément dans la préparation des réunions du Comité exécutif.

Mise à jour sur l'audit externe du Fonds multilatéral

35. Un projet de rapport sur l'audit externe du Fonds multilatéral, effectué en juin et juillet 2009, est en cours d'examen par l'ONUN, le Secrétariat de l'ozone et le Secrétariat du Fonds. Cet audit avait pour principal objectif de vérifier les comptes de 2008-2009, d'examiner la gestion et d'évaluer les projets confiés par délégation aux agences d'exécution. Les recommandations de l'audit seront mises à la disposition des membres du Comité exécutif lorsque le rapport sera finalisé et transmis au Chef du Secrétariat par le directeur exécutif du PNUE.

Emplacement des bureaux du Secrétariat du Fonds

36. Le Secrétariat du Fonds déménagera ses bureaux en décembre 2009, du 1800 avenue McGill College au 1000 rue de la Gauchetière Ouest, Montréal H3B 4W5. Les numéros de téléphone et de télécopieur ainsi que les adresses courriel resteront les mêmes.

Recrutement et rapport sur les progrès de la sélection

37. Le processus de sélection est en cours pour le poste de chef adjoint du Secrétariat et devrait être finalisé au début de 2010. Trois postes professionnels de niveau P3 ont été annoncés. Mme M. Leyva a été sélectionnée comme administratrice de la gestion des programmes pour un des trois postes P3. Le processus d'entrevues pour les deux autres postes P3 est terminé et les recommandations du panel sont présentées au comité d'examen central pour étudier la sélection du candidat recommandé avant l'endossement du directeur exécutif. Le poste d'administrateur principal, surveillance et évaluation, a été affiché dans Galaxy.

38. Au sujet des deux nouveaux postes G6 aux services généraux, l'un a été comblé et pour l'autre, on attend le recrutement du superviseur.

Formation du personnel

39. Deux administrateurs de programmes principaux se sont rendus à New York (22 au 25 septembre 2009) pour participer au module 1 du programme de perfectionnement en gestion des Nations Unies, une formation obligatoire en leadership et en gestion pour le personnel de direction onusien.

40. L'administrateur principal, services administratifs et gestion du Fonds, participera à un atelier de gestion administrative au siège du PNUE à Nairobi du 26 au 30 octobre 2009.

Préparation des réunions du Comité exécutif

41. Des dispositions logistiques ont été prises pour la tenue de la 59^e réunion du Comité exécutif au centre international de congrès de Port Ghalib en Égypte, du 10 au 14 novembre 2009. Des lettres d'invitation et les documents de conférence ont été transmis aux membres du Comité exécutif, au président du Bureau de la vingt et unième Réunion des Parties, au président et au vice-président du Comité d'application, au directeur exécutif du PNUE, au secrétaire exécutif du Secrétariat de l'ozone, aux agences d'exécution et aux organisations non gouvernementales. L'accord de gouvernement hôte a été finalisé avec le gouvernement de l'Égypte.

Activités d'information

42. Le rapport de la 58^e réunion du Comité exécutif en langues arabe, anglaise, chinoise, française et espagnole ainsi qu'un résumé préparé après la réunion et un communiqué de presse ont été publiés sur le site Web public du Fonds multilatéral (www.multilateralfund.org). Le site de la 59^e réunion a été créé sur l'intranet; il contient les documents et les informations pratiques pour la 59^e réunion. Tous les documents pour distribution générale ont aussi été placés sur le site Web public.

43. Le Secrétariat du Fonds a examiné et mis à jour les bases de données, les documents et les directives opérationnelles pour la 59^e réunion :

- Inventaire des projets approuvés en date de juillet 2009;
- Fiches sommaires des programmes de pays en date de juillet 2009,
- Politiques, procédures, lignes directrices et critères en date de juillet 2009.

Annex I

49th Meeting of the Executive Committee

Paragraph 24 of “Secretariat activities” (document UNEP/OzL.Pro/ExCom/49/2)

24. The Chief Officer received a letter dated 6 June 2006 from the UNEP Deputy Executive Director/Officer in charge (DED/OIC) reporting the outcome of the International Conference on Chemicals Management (ICCM) which adopted the Strategic Approach to International Chemicals Management (SAICM) on 6 February 2006 in Dubai. The ICCM also established the Quick Start Programme (QSP) as a principle mechanism for supporting the initial implementation of SAICM, comprising a Trust Fund to be administered by UNEP together with multilateral, bilateral and other forms of cooperation. The DED/OIC is encouraging the Secretariat “to consider ways in which the Multilateral Fund might be able to contribute to the QSP in accordance with the objective and strategic priorities set out in resolution I/4 of the ICCM and perhaps even to explore the potential for Multilateral Fund and QSP Trust Fund co-financing of projects”.

Decision 49/1

[.....] the Executive Committee decided:

- (a) To take note with appreciation of the report on Secretariat activities contained in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/49/2;
- (b) With respect to the cooperation between the Multilateral Fund Secretariat and other relevant conventions or organizations, to request the Multilateral Fund Secretariat:
 - (i) To enhance its communication of information to the Executive Committee by adding to its reports on Secretariat activities any known or anticipated requests for information about, or for interactions with, the Multilateral Fund;
 - (ii) To respond to the request by the Subsidiary Body for Implementation of the United Nations Framework Convention on Climate Change for information on the Multilateral Fund, in line with the information already provided, attaching the full text of Article 10 of the Montreal Protocol;
- (c) To request the Chair of the Executive Committee to bring to the attention of the Ozone Secretariat, prior to the Eighteenth Meeting of the Parties, the invitation by the first session of the International Conference on Chemicals Management (ICCM) to the Montreal Protocol and its Multilateral Fund to consider whether and how these might support implementation of appropriate and relevant strategic approach objectives within their mandates and to report to the ICCM; and
- (d) To request the Chief Officer of the Multilateral Fund, in her response to the Deputy Executive Director of UNEP, to inform him of the procedure started under subparagraph (c) above.

50th Meeting of the Executive Committee

Paragraph 4 of “Secretariat Activities” (document UNEP/OzL.Pro/ExCom/50/2)

4. As requested by decision 49/1, paragraph (c), the Chair of the Executive Committee wrote to the Ozone Secretariat on 28 July 2006 to bring to its attention, prior to the Eighteenth Meeting of the Parties, the invitation by the first session of the International Conference on Chemicals Management (ICCM) to

the Montreal Protocol and the Multilateral Fund to consider whether and how these might support implementation of appropriate and relevant strategic approach objectives within their mandates and to report to the ICCM. The Chief Officer, pursuant to paragraph (d) of the same decision, informed the Executive Director of UNEP in a letter dated 31 July 2006 of the above procedure, in the context of the response to the invitation by ICCM. UNEP's Executive Director responded on 8 August 2006 indicating that he looked forward to hearing the outcome of further possible deliberations at the 18th Meeting of the Parties (MOP). All correspondence referred to can be made available by the Fund Secretariat at the Meeting upon request.

57th Meeting of the Executive Committee

Paragraph 20 of "Report of the 57th Meeting of the Executive Committee" (document UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/69)

20. There had been communication between the Secretariat and several other multilateral environmental agreement (MEA) secretariats and organizations. An invitation had been received from the Secretariat of the Strategic Approach to International Chemicals Management (SAICM) for the Fund Secretariat to submit a report to the second session of the International Conference on Chemical Management (ICCM2), to be held in Geneva from 11 to 15 May 2009, on activities supported by the Multilateral Fund that contributed to the objectives of SAICM, including an update on any consideration given by the Parties to the Protocol on engagement in the initiative. The Chief Officer sought guidance from the Committee on responding to the request from the SAICM Secretariat.

Decision 57/1 (b) and (c)

[.....] the Executive Committee decided:

- (b) To request the Secretariat:
 - (i) To prepare a report for the second session of the International Conference on Chemical Management (ICCM2), taking into account the guidance provided at the 57th Meeting and the letter sent to the Secretariat of the Rotterdam Convention;
 - (ii) To circulate the draft report to interested Executive Committee Members and the Chair, by mid-April 2009 for review, before sending it to the Strategic Approach to International Chemicals Management Secretariat in time for the May meeting;
- (c) To request the Chief Officer to report back to the Executive Committee at its 58th Meeting on her attendance at ICCM2.

58th Meeting of the Executive Committee

Paragraphs 30 and 35 of "Secretariat Activities" (document UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/2)

30. The Chief Officer attended the International Conference on Chemical Management (ICCM2), during which she made a brief presentation on the report on the contribution of the Multilateral Fund to the Strategic Approach to International Chemicals Management (SAICM). She also took the opportunity to have a brief meeting with Mr. Achim Steiner, Executive Director of UNEP, Ms. Sylvie Lemmet, Director of UNEP DTIE and the head of the Montreal Protocol units in UNDP and the World Bank on the future work of the Multilateral Fund in respect of HCFC phase-out and achieving related climate benefits.

35. Pursuant to decision 57/1, the Fund Secretariat prepared a brief report on the contribution of the Multilateral Fund to the implementation of the Strategic Approach to International Chemicals

Management (SAICM) for the second session of the International Conference on Chemical Management (ICCM2). The report took into account the guidance provided by the Executive Committee at its 57th Meeting, the letter sent to the Secretariat of the Rotterdam Convention and comments received from Australia, Belgium and the United States on the draft report circulated to Executive Committee members for their review in April 2009. As reported in paragraph 30, the Chief Officer attended ICCM2. The document from the Fund Secretariat “Report on the contribution of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol to the implementation of the Strategic Approach to International Chemicals Management” (SAICM/ICCM.2/INF/26) is available on the SAICM website.

Annex II

Correspondence related to cooperation with the Strategic Approach to International Chemicals Management (SAICM)

- Attachment 1: Letter of 15 September 2009 from the UNEP ED to Chair of the Executive Committee
- Attachment 2: Letter of 26 February 2009 from the Ozone Secretariat to the Chief Officer in response to letter of 8 January 2006 from the Chief Officer
- Attachment 3: Letter of 8 January 2009 from the Chief Officer to the Ozone Secretariat enclosing letter of 25 November 2008 from the SAICM Secretariat
- Attachment 4: Letter of 28 July 2006 from the Chair of the Executive Committee to the Ozone Secretariat
- Attachment 5: Letter of 31 July 2006 from the Chief Officer to the Executive Director of UNEP containing the letter dated 6 June 2006 from the UNEP Deputy Executive Director/Officer in charge (DED/OIC)

- - -



UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME

Programme des Nations Unies pour l'environnement Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente
Программа Организации Объединенных Наций по окружающей среде برنامج الأمم المتحدة للبيئة

联合国环境规划署



15 September 2009

Dear Mr. Klaly,

Having successfully concluded the second session of the International Conference on Chemicals Management held in Geneva from 11 to 15 May 2009, the focus is swiftly turning to the implementation of the agreed outcomes and the steps we should be taking in the short- and medium-term to ensure progress towards meeting the objectives of the Strategic Approach to International Chemicals Management. As convener of the Conference and on behalf of the President of the International Conference on Chemicals Management, Mr. Ivan Eržen, I would like to thank you for your contributions made to the Conference and encourage you to focus on what the Secretariat of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol can and should do to ensure progress towards meeting the objectives of the Strategic Approach to International Chemicals Management on the basis of these outcomes. The agreed outcomes are contained in the finalized report of the second session, which I am pleased to enclose, with a view to conveying the recommendations of the Conference to the Fund's Secretariat.

The second session of the Conference, being the first time it performed its substantive functions, saw significant progress achieved despite a heavy agenda. In institutional terms, the Conference has adopted its rules of procedure (resolution II/1), and established its Bureau as well as an Open-ended Working Group as its subsidiary body with important intersessional functions. In substantive terms, the Conference has made important progress in relation to emerging policy issues as set out in resolution II/4 dealing with lead in paint, chemicals in products, electrical and electronic products, and nanotechnologies and manufactured nanomaterials. The Conference also considered chemicals management issues from different sectoral perspectives, such as health (resolution II/8) and took steps to enhance synergies and coordination with and among intergovernmental organizations and relevant actors, such as the Commission on Sustainable Development (resolution II/7). It considered regional activities and coordination (resolution II/2) as well as several guidance tools and documents for the implementation of the Strategic Approach. In addition, the Conference took action on perfluorinated chemicals, by adopting resolution II/5. The Conference furthermore developed a process for the updating of the Global Plan of Action (Annex 2 of the report). It also agreed on modalities for reporting on Strategic Approach implementation (Annex 3 of the report).

Of particular interest to the Secretariat of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol may be the Conference's consideration of the long-term financing of Strategic Approach implementation. You will recall that Section V of the Overarching Policy Strategy contains an invitation to the Multilateral Fund to consider whether and how it may support implementation of appropriate and relevant Strategic Approach objectives and to report accordingly. I would like to

Mr. Khaled Klaly

Chair of the Executive Committee

The Secretariat of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol

1800 McGill College Avenue, 27th Floor,

Montreal, Quebec H3A 3J6

Canada

Fax: (1 514) 282 0068

E-mail: secretariat@unmfs.org

Executive Office

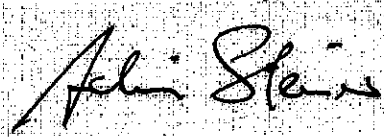
P. O. Box 30552, Nairobi, Kenya • Tel: (254 20) 762 8386/3416/ 8652 • Fax: (254 20) 762 4275 / 4608 • E-mail: sexecutiveoffice@unep.org

www.unep.org

draw your attention to my letter of 6 June 2006 and subsequent correspondence seeking to follow up on the financial arrangements contained in the Overarching Policy Strategy and invite you to consider the matter further in light of resolution II/3 adopted by the Conference at the second session. Resolution II/3 seeks to enhance progress on the financial arrangements envisaged in the Section V of the Overarching Policy Strategy. Putting emphasis on the cross-sectoral character of chemicals management, it encourages mainstreaming and prioritization of sound chemicals management in national development planning and in international development assistance. The resolution invites all stakeholders to provide funding for the implementation of the Strategic Approach, to build on existing synergies as well as to strengthen support for activities contributing to the achievement of Strategic Approach objectives, and to contribute to the Quick Start Programme. It furthermore encourages research on the economic and social costs of unsound chemicals management as well as on economic instruments that internalize the external costs related to chemicals. Under the terms of the resolution, all stakeholders are invited to assess and report on the steps they have undertaken to implement the Strategic Approach financial arrangements at the latest six months before the third session of the Conference to the secretariat. In relation to the Conference's consideration of long-term financing of chemicals management, I would also like to draw your attention to the discussion and conclusions of the respective high-level round table (Annex 4 of the report).

In closing, I would like to emphasize that the progress achieved thus far, including the successful conclusion of the second session of the Conference, is the product of the shared commitment and joint effort of all stakeholders to the Strategic Approach. I would like to encourage you to build on the momentum generated to make further progress towards achieving the Johannesburg Plan of Implementation objective of sound chemicals management by 2020.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Achim Steiner', is written over a rectangular area with a light, textured background.

Achim Steiner
Executive Director



Annex II UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME

Programme des Nations Unies pour l'environnement Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente
 (Программа Организации Объединенных Наций по окружающей среде برنامج الأمم المتحدة للبيئة)

联合国环境规划署



Our Ref: Oz.Sec/Meetings/MG/jn

26 February 2009

Dear Ms. Nolan,

I am pleased to acknowledge receipt of your letter dated 8 January 2009 regarding the second session of the International Conference on Chemicals Management (ICCM) to be held in May 2009.

The first meeting of the International Conference on Chemicals Management was held in Dubai, United Arab Emirates in February 2006. During that meeting, and in the context of the adoption of the Strategic Approach to Chemicals Management, the Montreal Protocol and its Multilateral Fund were invited to consider whether and how, within their mandates, they might support the implementation of appropriate and relevant objectives of the Strategic Approach.

As you may recall, this request was presented to the Parties at the 18th Meeting of the Parties in document UNEP/OzL.Pro.18/2 for their information and guidance. At that meeting, however, no decision was taken by the Parties on this matter.

Yours sincerely,

Marco Gonzalez
 Executive Secretary
 Secretariat of the Vienna Convention
 and the Montreal Protocol


Ms. Maria Nolan
 Chief Officer
 Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol
 1800 McGill College Ave, 27th floor
 Montreal Trust Building
 Montreal H3A 3J6
 Quebec, Canada
 E-mail: maria.nolan@unmfs.org



MULTILATERAL FUND
FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

Secretariat

8 January 2009


Dear Mr. Gonzalez,

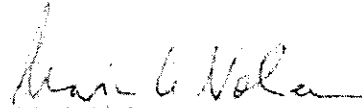
I refer to the attached letter from the Coordinator of the SAICM Secretariat to the Fund Secretariat and the invitation to participate in, and to prepare a report for the second session of the International Conference on Chemicals Management (ICCM) to be held in May 2009.

In addition to the request for information on the activities supported by the Multilateral Fund which might be considered to have contributed to SAICM's objectives, it is expected that the report should also contain an update on actions agreed by Montreal Protocol governing bodies on the further engagement in SAICM.

You may recall that the then Chairman of the Executive Committee, Mr. Khaled Klaly, wrote to you on 28 July 2006 transmitting decision 49/1 of the Executive Committee with regards to SAICM citing in particular paragraph (c) which requested the Chair of the Executive Committee to *"bring to the attention of the Ozone Secretariat, prior to the Eighteenth Meeting of the Parties, the invitation by the first session of the International Conference on Chemicals Management (ICCM) to the Montreal Protocol and its Multilateral Fund to consider whether and how these might support implementation of appropriate and relevant strategic approach objectives within their mandates and to report to the ICCM"*.

I would be grateful if you could kindly provide me with information on what further action has been taken by the Ozone Secretariat following our communication of decision 49/1 as soon as possible, as I would need to inform members of the Executive Committee of the SAICM invitation as well as seek their guidance on the request for a report to the second session of the ICCM.

Sincerely,

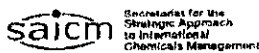


Maria Nolan
Chief Officer

Mr. Marco Gonzalez
Executive Secretary
Ozone Secretariat
UNEP

enclosure.

Annex II



25 November 2008

Dear Ms Nolan,

Further to your correspondence with the Executive Director of UNEP in 2006, I would like to invite the secretariat of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol to prepare a report for the second session of the International Conference on Chemicals Management (ICCM). The report would be on the Fund's contributions to the implementation of the Strategic Approach to International Chemicals Management (SAICM).

The second session of the ICCM, scheduled for 11 to 15 May 2009 in Geneva, will be the first opportunity to review implementation progress since the adoption of SAICM in February 2006. It will also be the first time the ICCM performs its official functions, including evaluating the performance of the financing of SAICM and working to ensure that the necessary financial and technical resources are available for SAICM implementation.

You will recall that the SAICM financial arrangements set out in the Overarching Policy Strategy include "making more effective use of and building upon existing sources of relevant global funding, including by inviting... the Multilateral Fund... within [its] mandate to consider whether and how [it] might support implementation of appropriate and relevant SAICM objectives and to report."

A report from the Fund secretariat might include an analysis of the extent to which the Fund's mandate would allow it to support SAICM objectives (set out in section IV of the SAICM Overarching Policy Strategy, available at www.saicm.org) and an account of activities supported by the Fund in the period 2006-2009 which might be considered, in whole or in part, to have contributed to the achievement of SAICM objectives. The report might also include an update on what further consideration, if any, has been given by Montreal Protocol governing entities to engagement in SAICM since the matter was discussed by the Executive Committee and referred to the Ozone Secretariat (your letter of 31 July 2006 refers). The report would be issued as an Information Document in English only, unless the Fund secretariat wishes to arrange translation itself. We would need to receive the report by 15 March 2009.

Please let me know if the Fund secretariat would like to accept the invitation to prepare the report for the second session of the ICCM. In closing, I should also note that we very much hope it will be possible for the secretariat of the Fund to participate in the second session of the ICCM, for which official invitations will be issued in mid-January 2009. Should it be of interest, booking forms for side events, exhibitions and offices are available on the SAICM website, www.saicm.org.

Yours sincerely,

Matthew Gubb
Coordinator, SAICM secretariat

Ms. Maria Nolan
Chief Officer
The Secretariat of the Multilateral Fund for the
Implementation of the Montreal Protocol
1800 McGill College Avenue, 27th Floor
Montreal, Quebec
Canada H3A 3J6
Fax: +1 (514) 282-0068

SAICM Secretariat Chemicals Branch Division of Technology, Industry and Economics
United Nations Environment Programme, 11-13 chemin des Anémones, CH-1219 Châtelaine, Geneva, Switzerland
Tel: +41 (0)22 917 12 34 Fax: +41 (0)22 797 34 60 E-mail: saicm@chemicals.unep.ch www.saicm.org



MULTILATERAL FUND
FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

Executive Committee

28 July 2006

Dear Mr. Gonzalez,

I refer to decision 49/1 adopted by the Executive Committee at its 49th Meeting in the context of agenda item 3 concerning Secretariat Activities and to the outcome of the International Conference on Chemicals Management (ICCM), held on 4-6 February 2006, as it relates to the Multilateral Fund.

As you may know, the International Conference on Chemicals Management, held in Dubai on 4-6 February 2006, adopted the Strategic Approach to International Chemicals Management (SAICM). One of the documents adopted by the Conference, the SAICM Overarching Policy Strategy, makes specific reference to the Multilateral Fund. In particular, in its chapter on financial considerations, it invites the Multilateral Fund, within its mandate, *"to consider whether and how it might support implementation of appropriate and relevant Strategic Approach objectives"*.

The Deputy Executive Director and Officer in Charge of UNEP, Mr. Kakakhel, brought this matter to the attention of the Chief Officer of the Multilateral Fund, through a letter dated 6 June 2006, hereby enclosed, requesting her to draw it to the attention of the Multilateral Fund's appropriate authorities.

The Chief Officer did so in the context of the report on Secretariat Activities, presented to the Executive Committee at its 49th Meeting as document UNEP/OzL.Pro/ExCom/49/2, which contained a section on Cooperation with other Multilateral Environmental Agreements. Following the presentation of the report and subsequent discussion, the Committee, by decision 49/1 (c), requested the Chair of the Executive Committee to *"bring to the attention of the Ozone Secretariat, prior to the Eighteenth Meeting of the Parties, the invitation by the first session of the International Conference on Chemicals Management (ICCM) to the Montreal Protocol and its Multilateral Fund to consider whether and how these might support implementation of appropriate and relevant strategic approach objectives within their mandates and to report to the ICCM"*.

Mr. Marco Antonio González Salazar
Executive Secretary
Ozone Secretariat
UNEP

Enclosures

Pursuant to that decision, I am therefore writing to you in my capacity as the Chair of the Executive Committee to bring to the attention of the Ozone Secretariat the abovementioned invitation, which is hereby enclosed.

Please also find enclosed for your reference an extract of the report of the 49th Meeting, containing the full text of decision 49/1.

Sincerely



Khaled Klaly
Chair of the Executive Committee of the
Multilateral Fund

c.c. Ms. Maria Nolan
Chief Officer
Multilateral Fund Secretariat



MULTILATERAL FUND
FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

Secretariat

31 July 2006

Dear Mr. Steiner,

As you may be aware, Mr. Kakakhel wrote to me on 6 June 2006, in his capacity as Deputy Executive Director and Officer in Charge, informing me of the outcome of the International Conference on Chemicals Management (ICCM), held on 4-6 February 2006, as it refers to the Multilateral Fund. He conveyed to me the invitation made by that Conference to the Multilateral Fund, to consider within its mandate *"whether and how it might support implementation of appropriate and relevant Strategic Approach objectives and to report"*. Mr. Kakakhel in his letter also encouraged me to draw the ICCM invitation *"to the attention of the appropriate authorities of the Multilateral Fund and its Secretariat, and to report to the second session of the ICCM in 2009 on Fund activities that contribute to SAICM implementation"*.

This invitation was brought to the attention of the Executive Committee, at its 49th Meeting, held in Montreal on 10-14 July 2006, in the context of the report on Secretariat Activities. Following the report and subsequent discussion, the Executive Committee adopted decision 49/1, which *inter alia* agreed a communication procedure between the Multilateral Fund and the Parties to the Montreal Protocol, through the Ozone Secretariat, on the ICCM invitation and requested me to bring that procedure to your attention.

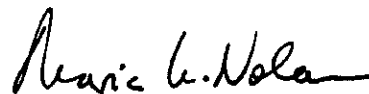
In particular the Executive Committee in paragraph (c) of decision 49/1 requested the Chair *"to bring to the attention of the Ozone Secretariat, prior to the Eighteenth Meeting of the Parties, the invitation by the first session of the International Conference on Chemicals Management (ICCM) to the Montreal Protocol and its Multilateral Fund to consider whether and how these might support implementation of appropriate and relevant strategic approach objectives within their mandates and to report to the ICCM"*. In this context, you may be interested to note that the Eighteenth Meeting of the Parties to the Montreal Protocol will take place from 30 October to 3 November 2006 in New Delhi.

Mr. Achim Steiner
Executive Director
UNEP

Therefore, pursuant to decision 49/1, I am informing you that the Chair of the Executive Committee, Mr. Klaly, has written to the Ozone Secretariat for the purpose of bringing the abovementioned invitation to the attention of the Parties to the Montreal Protocol. His letter, dated 28 July 2006, is enclosed with the full text of decision 49/1 for your information and reference.

I would also like to take this opportunity to congratulate you on your recent appointment as Executive Director of UNEP and to wish you every success in your future work.

Yours sincerely



Maria Nolan
Chief Officer

c.c.: Mr. Shafqat Kakakhel
Deputy Executive Director
UNEP

Mr. Khaled Klaly
Chair of the Executive Committee
of the Multilateral Fund



United Nations Environment Programme

برنامج الأمم المتحدة للبيئة • 联合国环境规划署
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT • PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL MEDIO AMBIENTE
ПРОГРАММА ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ПО ЭКОЛОГИЧЕСКИМ ВОПРОСАМ

Our Ref: DTIE/MB/SAICM

6 June 2006

Dear Ms. Nolan,

You will recall that on 6 February 2006 in Dubai, United Arab Emirates, the International Conference on Chemicals Management (ICCM) adopted the Strategic Approach to International Chemicals Management (SAICM). The development of this important new international policy framework was initiated by UNEP Governing Council in 2002 and endorsed by Heads of State and Government at their world summits in Johannesburg in 2002 and again in New York in 2005. SAICM's adoption in Dubai was the culmination of a three-year negotiation involving representatives of Governments, intergovernmental organizations and non-governmental organizations drawn from sectors such as agriculture, environment, health, industry and labour.

SAICM will serve as a key tool for stakeholders as they work towards the Johannesburg Plan of Implementation goal that, by 2020, chemicals are produced and used in ways that minimize significant adverse effects on human health and the environment. The SAICM texts comprising the Dubai Declaration on International Chemicals Management, the Overarching Policy Strategy and the Global Plan of Action can be found at www.chem.unep.ch/saicm.

In its resolution I/1 the ICCM "commended SAICM to the attention of the governing bodies of relevant intergovernmental organizations and encouraged them to endorse or otherwise appropriately acknowledge the Strategic Approach with a view to incorporating its objectives into their programmes of work within their mandates." I am pleased to note that UNEP Governing Council, the UNITAR Board of Trustees and the World Health Assembly have already endorsed or formally noted SAICM. I look forward to news of action by other governing bodies, where appropriate, in due course.

.../2

Ms. Maria Nolan
Chief Officer
Secretariat of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol
1800 McGill College Avenue, 27th Floor,
Montreal, Quebec H3A 3J6
Canada

Fax: (1 514) 282 0068

OFFICE OF THE EXECUTIVE DIRECTOR – P.O. Box 30552, Nairobi, 00100 Kenya
Tel: (254 20) 762 3386, 3652, 3418; Fax: (254 20) 762 4275/4608 –
E-mail: agnes.ataiaya@unep.org

United Nations Environment Programme

-2-


Furthermore, the Ministers, heads of delegation and other stakeholders who adopted the Dubai Declaration expressed their intention of striving to "integrate SAICM into the work programmes of all relevant United Nations organizations, specialized agencies, funds, and programmes consistent with their mandates as accorded by the respective governing bodies." In the same vein, the SAICM Overarching Policy Strategy makes specific reference to the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol. In its chapter on financial considerations, that document notes that "financial arrangements for the Strategic Approach include, among other things:... making more effective use of and building upon existing sources of relevant global funding" and in that regard it invites the Multilateral Fund, within its mandate, "to consider whether and how it might support implementation of appropriate and relevant Strategic Approach objectives and to report." Accordingly I would encourage you to draw this invitation to the attention of the appropriate authorities of the Multilateral Fund and its secretariat, and to report to the second session of the ICCM in 2009 on Fund activities that contribute to SAICM implementation.

One of the principal mechanisms for supporting the initial implementation of SAICM will be the Quick Start Programme (QSP) established by the ICCM. The QSP comprises a UNEP-administered trust fund together with multilateral, bilateral and other forms of cooperation. The ICCM invited stakeholders, including intergovernmental organizations to contribute to the QSP. I encourage you to consider ways in which the Multi Lateral Fund might be able to contribute to the QSP in accordance with the objective and strategic priorities set out in resolution I/4 of the ICCM. For example, it may be appropriate to note certain Multilateral Fund projects as supporting QSP priorities and perhaps even to explore the potential for Multilateral Fund and QSP co-financing of projects.

Further information on SAICM and the QSP is available on the SAICM web site www.chem.unep.ch/saicm or from the SAICM secretariat, Chemicals Branch, UNEP/DTIE, 11-13 chemin des Anémones, CH-1219 Châtelaine, Geneva, Switzerland, telephone (41 22) 917 8334, fax (41 22) 797 3460, e-mail saicm@chemicals.unep.ch.

UNEP looks forward to working with Multilateral Fund in the implementation of SAICM and the achievement of the Johannesburg goal of sound management of chemicals by 2020.

Yours sincerely,



Shafiqat Kakakhel
Deputy Executive Director and
Officer-in-Charge

Annex III

Document SAICM/ICCM.2/INF/26: Report on the contribution of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol to the implementation of the Strategic Approach to International Chemicals Management



SAICM/ICCM.2/INF/26

Distr.: General
29 April 2009



English only

International Conference on Chemicals Management

Second session

Geneva, 11–15 May 2009

Item 4 (e) of the provisional agenda*

**Implementation of the Strategic Approach to International Chemicals Management:
financial and technical resources for implementation**

**Report on the contribution of the Multilateral Fund for the
Implementation of the Montreal Protocol to the implementation of
the Strategic Approach to International Chemicals Management**

Note by the secretariat

The secretariat has the honour to circulate, in the annex to the present note, a report by the Secretariat of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol on the Fund's contribution to the implementation of the Strategic Approach to International Chemicals Management. The document has been reproduced as received, without formal editing, and is provided for the information of the Conference.

* SAICM/ICCM.2/1.

K0951661 300409

Annex



MULTILATERAL FUND
FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

Secretariat

22 April 2009

Dear Mr. Gubb,

I refer to your letter dated 25 November 2008 inviting the Secretariat of the Multilateral Fund to prepare a report for the second session of the International Conference on Chemicals Management (ICCM), which will be held in Geneva in May 2009, and the subsequent exchange of e-mails between our Secretariats on this issue.

The Executive Committee, at its recently concluded 57th meeting has agreed that a short report be provided for the ICCM briefly covering information on activities supported by the Multilateral Fund that may have contributed to SAICM objectives. Please find this report attached.

As you are aware, I will be participating in the ICCM 2 meeting in May and, if required, will be ready to provide an oral summary to this meeting on the attached report.

Sincerely yours,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Maria Nolan".

Maria Nolan
Chief Officer

Mr. Matthew Gubb
Coordinator, SAICM secretariat
Geneva, Switzerland
Fax: 41 22 797 3460

Enclosure

BRIEF REPORT ON THE CONTRIBUTION OF THE MULTILATERAL FUND OF THE MONTREAL PROTOCOL TO THE IMPLEMENTATION OF THE STRATEGIC APPROACH TO INTERNATIONAL CHEMICALS MANAGEMENT (SAICM)

Background:

1. The Overarching Policy Strategy of the SAICM as adopted at the First International Conference on Chemicals Management (ICCM 1) in February 2006 has, as its overall objective the achievement of the sound management of chemicals throughout their life-cycle so that, by 2020, chemicals are used and produced in ways that lead to the minimization of significant adverse effects on human health and the environment. This objective will be achieved by implementing activities set out in the Global Plan of Action, which covers the following main areas of work:

- Identifying measures to support risk reduction;
- Strengthening knowledge and information;
- Strengthening of institutions, law and policy to promote good governance;
- Enhancing capacity building;
- Addressing illegal international traffic; and
- Improving general chemical management practices.

2. In the same overarching policy strategy, SAICM financial arrangements include, *inter alia*, "making more effective use of and building upon existing sources of relevant global funding including by inviting the Multilateral Fund within its mandate to consider whether and how it might support implementation of appropriate and relevant SAICM objectives and to report to the ICCM."

3. This short paper is prepared as a report to the Second Session of the International Conference of Chemicals Management upon invitation by the SAICM Secretariat.

The Multilateral Fund and SAICM Objectives

4. At its 49th Meeting, the Executive Committee of the Multilateral Fund agreed on decision 49/1(c) with regards to SAICM, which states to "*bring the attention of the Ozone Secretariat prior to the Eighteenth Meeting of the Parties, the invitation by the first session of the International Conference on Chemicals Management (ICCM) to the Montreal Protocol and its Multilateral Fund to consider whether and how these might support implementation of appropriate and relevant strategic approach objectives within their mandate and report to the ICCM.*" This decision was conveyed to the 18th Meeting of the Parties for their action. At that time the Parties to the Montreal Protocol did not address this issue.

5. The Parties to the Montreal Protocol established, at their 2nd Meeting in 1990 a financial mechanism according to Article 10 of the Montreal Protocol to provide financial and technical assistance to countries operating under Article 5(1) of the Montreal Protocol (developing countries) to enable them to comply with the phase-out of ozone-depleting substances (ODS)

following the control schedule under the Protocol. In implementing this mandate the Multilateral Fund for the implementation of the Montreal Protocol, since 1991, has approved US\$2.3 billion for activities that have contributed towards phasing out the consumption and production of ozone depleting chemicals in over 140 countries.

6. Most of these funded activities include elements similar to those in the SAICM Global Plan of Action, recognizing that all of the Fund's work is related to ozone protection. Taking into consideration the activities listed in paragraph 1 above, the projects funded by the Multilateral Fund have contributed to the objectives of SAICM as shown below:

- Supporting **risk reduction**, as the projects funded and approved by the Multilateral Fund promote the phase-out of chemicals that pose a **risk** to the ozone layer, human health and environment;
- The Multilateral Fund ensures **knowledge and information sharing** through the operation of an information clearinghouse for the Montreal Protocol as well as a Compliance Assistance Programme;
- Training of customs officers and harmonizing customs codes for ODS are important activities that **promote knowledge and information sharing**, and encourage a stricter **monitoring of illegal trade in ODS**;
- Implementation of activities in countries are supported by approved national action plans (country programmes or strategic phase-out plans) that are prepared with broad stakeholder agreement through consultations and discussions thereby promoting **stronger governance** in the country;
- Most projects funded under the Multilateral Fund promote **good governance** by requiring countries to enact ozone protection regulations and enforce import and export licensing systems to regulate the movement of ODS across national borders to **prevent illegal trade in ODS**;
- **Capacity building** of the government institutions responsible for ozone protection is created through funded national ozone units (NOU) covered by institutional strengthening projects in each country. These units own and oversee the national programme of phasing out ODS consumption and production according to the Montreal Protocol's requirements;
- Training in good service practices for refrigeration technicians promotes safe handling of ODS during servicing and disposal of equipment and promotes **capacity building** of those stakeholders involved in ODS phase out; and
- Regional enforcement networks in at least 4 regions have been established to facilitate joint meetings between Customs Officers and the Ozone focal points to exchange information and enable the **monitoring of illegal international traffic** in ozone depleting chemicals.

7. The capacities so created and strengthened have been instrumental in achieving the success of the Montreal Protocol to date in developing countries. While these capacities have been funded in line with Article 10 of the Montreal Protocol and created to achieve the objectives of this Treaty, they embody the objectives of SAICM, and promote a synergy of activities in a number of instances. For example, in many countries, both agreements share national focal points therefore facilitating coordination of national activities in the country on chemicals management. Taking into account the success of the Montreal Protocol and its twenty years of experience in achieving its goals, SAICM could consider looking to the implementation mechanisms of the Multilateral Fund as it develops its own approaches. For instance, the concept of national ozone units/regional groupings have been effective operational models for ozone protection and may be effective for implementing SAICM objectives.

8. The experience and lessons learned under the Montreal Protocol in data collection and reporting, drafting and enacting import/export licensing systems, activities related to harmonisation of customs, and training of customs officers, among other implementation modalities could inform SAICM participants.

9. With the above, it is evident that the actions under the Multilateral Fund have proven to support many, if not all, SAICM objectives. However, it is difficult to consider other actions under the Multilateral Fund that are designed to specifically to support SAICM objectives because of the Fund's well defined mandate under the Montreal Protocol that limits the use of the Fund to providing support to implement commitments under the Protocol. Any closer collaborative actions would require careful examination of the legal, administrative and financial implications of so doing at an appropriate level, such as that of the Meeting of the Parties to the Montreal Protocol.
